

Règlement d'exercice de la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) par le SIAC

(compétence « à la carte » effective depuis le 01/01/2024)

Sommaire :

Préambule

Article 1 : dispositions générales

Partie 1: le champ d'intervention du SIAC en matière de GEMAPI

Article 2 : le champ de la compétence GEMAPI

Article 3 : sont exclus de la compétence GEMAPI

Article 4 : les critères retenus pour la définition de l'intérêt général

Article 5 : les interventions d'urgence

Article 6 : la coordination avec les interventions du Maire au titre de ses pouvoirs de police

Partie 2 : La gouvernance et la mise en œuvre des interventions GEMAPI

Article 7 : la gouvernance politique

Article 8 : le service GEMAPI

Article 9 : la gestion des demandes d'interventions courantes (signalement des désordres)

Article 10 : le pilotage des projets d'investissement (clé travaux)

Article 11 : le processus budgétaire et les arbitrages

Partie 3 : le suivi administratif et financier, l'évaluation, pour la GEMAPI

Article 12 : les clés de contribution et leur gestion

Article 13 : les prospectives et l'évaluation des actions

Partie 4 : les autres items de l'article L.211-7 du Code Environnement connexes à la GEMAPI

Article 14 : Les actions relevant de l'item 12

Article 15 : Les actions relevant des items 6, 7 et 11.

Annexes

1. Annexes : Liste des secteurs prioritaires concernés par l'intervention d'urgence du SIAC pendant un évènement. Liste des systèmes d'endiguement.

Préambule :

Hors du domaine public fluvial, l'entretien régulier des cours d'eau (lit et berges) est une obligation du propriétaire ou de l'exploitant de la parcelle attenante au cours d'eau, la propriété s'étendant jusqu'au milieu du lit du cours d'eau. Il revient à chaque propriétaire de prendre les dispositions lui permettant d'assurer sa protection contre les inondations, à condition que ces dispositions ne conduisent pas à reporter sur autrui une aggravation du risque. En qualité de propriétaire, une Commune demeure responsable de l'entretien des cours d'eau au droit de ses propriétés foncières.

L'entretien courant des zones humides et l'entretien des plans d'eau est à la charge des propriétaires.

Les propriétaires d'ouvrages qui font obstacle à l'écoulement des eaux de surface ont en charge leur entretien ainsi que les obligations au titre de la continuité piscicole.

Au titre de ses pouvoirs de police dans la prévention et la gestion des inondations, le Maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances. Il en informe le représentant de l'Etat dans le Département et lui fait connaître les mesures qu'il a prescrites.

En application du droit, le SIAC, qui exerce la compétence GEMAPI par transfert à la carte de la CCPEVA et de la CCHC, ne peut donc intervenir, en lieu et place des propriétaires, que si l'action relève du champ de la compétence GEMAPI et répond à un caractère d'intérêt général ou d'urgence. Cela justifie l'intervention de fonds publics sur des parcelles privées.

La compétence GEMAPI n'implique donc pas une obligation de protéger tous les biens ou d'entretenir toutes les berges des cours d'eau.

Afin d'exercer sereinement cette compétence, il convient donc pour le SIAC de se doter de règles précises qui permettent d'établir

- le champ d'exercice de la compétence GEMAPI par le SIAC ;
- les principes définissant l'intérêt général ou d'urgence retenus par le SIAC.

En outre, il convient de définir les modalités de mise en œuvre des actions ainsi retenues : concertation, procédures de validation notamment par les EPCI concernés par le transfert à la carte (« EPCI adhérents »), traitement comptable et financier, suivi administratif.

Enfin, le SIAC est également compétent au titre de l'item 12 de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement c'est-à-dire, en synthèse, pour la coordination des actions sur le bassin versant des Dranses et Est lémanique. Ce règlement rappellera ce qui se rapporte à cet item fortement lié à la compétence GEMAPI bien qu'il n'en fasse pas partie au sens strict.

Article 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement fixe les conditions dans lesquelles le SIAC intervient au profit des collectivités qui adhèrent à la carte à la compétence GEMAPI (article 11 - 1 des statuts du SIAC).

Partie I : Le champ d'intervention du SIAC en matière**Article 2 : LE CHAMP DE LA COMPETENCE GEMAPI**

La compétence GEMAPI comprend (par référence aux « items » figurant à l'article L. 211-7 du Code l'Environnement) :

Item 1°) l'aménagement de bassin hydrographique ou d'une fraction de bassin hydrographique.

Cette mission comprend les aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau

- la définition et la gestion d'aménagements hydrauliques au sens de l'article R.562-18 du code de l'environnement (rétention, ralentissement et ressuyages des crues ; barrages de protection ; casiers de stockage des crues etc...);
- la création ou la restauration des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 1° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement) ;
- la création ou la restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 2° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement).

Illustrations de l'item 1 :

- *La création ou la restauration de champ d'expansion des crues ;*
- *La réduction des obstacles à la divagation des cours d'eau en l'absence d'enjeux à protéger ;*
- *Etudes visant à mieux identifier les espaces de mobilité (cartographie du lit majeur) pour renseigner et inciter les autorités compétentes à les protéger juridiquement (zonage inconstructible, interdiction du remblaiement, protection des éléments de paysage).*

Item 2°) l'entretien et l'aménagement de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

En cas de carence du propriétaire (responsable de l'entretien du cours d'eau ou d'un lac/plan d'eau), par mesure d'urgence ou pour des motifs d'intérêt général, la collectivité ou le groupement compétent en matière de GEMAPI peut intervenir notamment dans le cadre d'un programme pluriannuel d'entretien (I de l'article L.215-15 du code de l'environnement).

Illustrations de l'item 2 :

- *L'entretien régulier du cours d'eau ou canal a pour objet de le maintenir dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique. Il consiste en l'enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, et l'égavage ou recépage de la végétation des rives (L.214-14, R215-2 du code de l'environnement.). L'arrêté de prescription du 30 mai 2008 est applicable aux opérations d'entretien des cours d'eau et canaux soumis à la police de l'eau (rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214.1 du code de l'environnement) ;*
- *La réalisation de travaux hydrauliques d'aménagement et de rectification du lit d'un torrent de montagne (Un torrent, qui est un type de cours d'eau, se caractérise par une forte pente et un écoulement tumultueux. Son cours se divise généralement en 3 secteurs : zone d'érosion en amont, zone de transport sédimentaire, zone de ralentissement en aval propice à l'accumulation en cône de déjection).*

N.B. : Pour un cours d'eau, la méthodologie d'identification s'appuie sur la jurisprudence du Conseil d'État : « **constitue un cours d'eau, un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant une majeure partie de l'année** ».

Trois critères cumulatifs doivent ainsi être retenus pour caractériser un cours d'eau :

1. présence et permanence d'un lit naturel à l'origine ;
2. un débit suffisant une majeure partie de l'année ;
3. l'alimentation par une source.

Un écoulement est considéré comme cours d'eau si chacun des trois critères est confirmé. Si au moins un des critères est infirmé, alors l'écoulement n'est pas considéré comme un cours d'eau. Si un doute subsiste sur au moins un des critères alors on sera en présence d'un cas indéterminé qui nécessite d'avoir recours à ces critères dits supplétifs pour statuer.

Cette définition exclut donc les fossés, les éboulis et les ravines.

Item 5°) la défense contre les inondations et contre la mer.

Cette mission comprend notamment la création, la gestion, la régularisation d'ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer, tous les ouvrages qui font l'objet, depuis le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 (dit « décret digues ») d'une réglementation spécifique visant à assurer leur efficacité au regard de la mission de protection qui leur est assignée :

- la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires (II de l'article L.566-12-1 précité) ;
- la définition et la gestion d'aménagements hydrauliques de stockage provisoire des écoulements d'un bassin ou sous-bassin hydrographique ou de ressuyage de venues d'eau en provenance de la mer (aménagements réglementés au titre des articles R.562-18 et suivants du code de l'environnement qui sont issus du décret n° 2015-526 du 12 mai 2015) ;
- la mise en place de servitudes sur des terrains d'assiette d'ouvrages de prévention des inondations (ou d'ouvrages pouvant contribuer à cette mission), lorsque ces terrains sont privés (L. 566-12-2 code de l'environnement).

Illustrations de l'item 5 :

- la définition et la gestion de système d'endiguement au sens de l'article R.562-13 du code de l'environnement) ;

La compétence GEMAPI oblige le SIAC à définir les systèmes d'endiguement qu'il retient dans sa politique de Prévention/Protection contre les inondations. Cela passe par un recensement et une régularisation administrative de ces derniers (réalisation d'une étude de dangers notamment). Un système d'endiguement est autorisé par le Préfet pour un niveau d'eau donné (niveau de protection), défini selon les capacités de protection de l'ouvrage et fortement lié à son état structurel général. Ce niveau de protection fixe la limite de la responsabilité du SIAC en cas de défaillance de l'ouvrage. Il fixe également les limites de la gestion en crue inhérente à la compétence GEMAPI. Au-delà, le pouvoir de police prend le relais.

Dans ses missions de gestionnaire de systèmes d'endiguement, le SIAC devra :

- Hors période de crue : surveiller et entretenir les ouvrages hérités ou nouvellement construits afin de garantir leur pérennité dans le temps ;
- En période de crue : surveiller et informer les autorités en charge de la gestion de crise (pouvoir de police) de l'atteinte imminente des différents niveaux (à minima le niveau de protection, potentiellement les niveaux de sureté, de danger et de surverse). Le Maire ou le Préfet devra, au-delà du niveau de protection, prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposent.

Le SIAC devra également se conformer à la réglementation inhérente aux systèmes d'endiguement et aux dispositions spécifiques des arrêtés de classement (non connues à ce jour). Différentes obligations s'imposent au SIAC en tant que gestionnaire :

- *La réalisation des Visites Techniques Approfondies (VTA), tous les 6 ans pour les ouvrages de Classe C ou après tout événement ou évolution déclarée en « Événement Important Intéressant la Sécurité Hydraulique (EISH) ;*
- *La réalisation des visites de routine (à minima une fois par an ou pendant et après chaque événement hydraulique sur l'ouvrage) ;*
- *La tenue du rapport de surveillance périodique après chaque visite ;*
- *La tenue du registre de l'ouvrage (main courante) ;*
- *L'établissement, le cas échéant, des rapports d'Événement Important Intéressant la Sécurité Hydraulique (EISH) à transmettre à la DREAL, une semaine après l'événement ;*
- *La mise à jour des Etudes de Danger (EDD), tous les 20 ans pour les ouvrages de classe C, ou après chaque modification substantielle de l'ouvrage ;*
- *La tenue et la mise à jour régulière du document général d'organisation qui détaille l'organisation prévue pour l'exploitation de l'ouvrage, son entretien, sa surveillance dont les consignes de surveillance et d'intervention en crue (dont les astreintes) et les moyens d'information et d'alerte prévus par le SIAC.*

N.B. : les systèmes d'endiguement du territoire, concernés par le transfert à la carte GEMAPI, sont identifiés en annexe au présent règlement.

Item 8°) la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Cette mission comprend

- le rattrapage d'entretien au sens du II de l'article L.215-15 du code de l'environnement ;
- la restauration hydromorphologique des cours d'eau et plans d'eau au sens de l'annexe V de l'arrêté du 25 janvier 2010, intégrant des interventions visant le rétablissement de leurs caractéristiques hydrologiques (dynamique des débits, connexion aux eaux souterraines) et morphologiques (variation de la profondeur et de la largeur de la rivière, caractéristiques du substrat du lit, structure et état de la zone riparienne) ainsi qu'à la continuité écologique des cours d'eau (migration des organismes aquatiques et transport de sédiments en particulier sur les cours d'eau classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement) ;
- la protection des zones humides et la restauration de zones humides dégradées au regard de leur intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant (épuration, expansion de crue, soutien d'étiage), de leur valeur touristique, paysagère, cynégétique ou écologique.

Illustrations :

- *actions en matière de restauration de la continuité écologique, de transport sédimentaire, de restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, de restauration de bras morts, de restauration de zones humides.*

Article 3 : SONT EXCLUS DE LA COMPETENCE GEMAPI

Bien évidemment, ne relèvent pas de la compétence GEMAPI ce qui concerne le « petit cycle de l'eau » c'est-à-dire la distribution en **eau potable** et **l'assainissement des eaux usées**.

Sont également exclues :

- La question des **eaux minérales** et les actions directes ou indirectes qui ont un rapport avec ce domaine d'activité ;
- **L'approvisionnement en eau** pour l'alimentation en eau potable, l'irrigation ou la neige de culture, la question des retenues collinaires en rapport avec cet usage de l'eau, l'hydroélectricité, la navigation (sur les cours d'eau et sur le lac, la question des ports et toute activité accessoire) ;
- La maîtrise des **eaux pluviales** et de **ruissellement**, la lutte contre **l'érosion des sols** dont notamment les **glissements de terrain**, la question des drainages ;
- **Les érosions de berges** sauf dans le cadre d'un projet global de restauration ou de défense contre les inondations ;
- **La lutte contre la pollution** (qui pourra être une compétence à la carte portée par le SIAC - **item 6**) – par exemple : la gestion des effluents d'élevage, plan de réduction de apports polluants, plan d'adaptation des pratiques phyto-sanitaires ;
- **La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines** (qui pourra être une compétence à la carte portée par le SIAC - **item 7**) – par exemple : plan de gestion de la ressource en eau (PGRE), suivi d'étiage, suivi des cumuls de prélèvements ;
- **Les aménagements hydrauliques concourants à la sécurité civile** comme les systèmes de **défense incendie** (retenue, citernes, réseaux, bornes et bouches incendie) ;
- **L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants** : seuils pour alimentation de canaux, dérivations, barrages, etc... ;
- **La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau** et des milieux aquatiques (qui peut être une compétence à la carte portée par le SIAC - **item 11**) – par exemple : observatoire de la qualité des eaux, dispositifs de mesure des débits ;
- **L'animation et la concertation (item 12)** qui est une compétence indépendante de la GEMAPI mais fortement liée. Elle est exercée par le SIAC depuis la mise en œuvre du 1^{er} contrat de rivières sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique. **Cf article 14 ci-après ;**
- **Les actions qui relèvent de la police générale du Maire** telles que la planification et organisation de la gestion de crise (élaboration des plans communaux de sauvegarde : PCS, documents d'informations communaux sur les risques majeurs : DICRIM), la surveillance et les dispositifs d'alerte inondations, les dispositifs de gestion de crise, d'information des populations, les mesures d'urgence (évacuation, mise en sécurité des populations, relogement...).

Article 4 : LES CRITERES RETENUS POUR LA DEFINITION DE L'INTERET GENERAL

Si plusieurs enjeux majeurs sont concernés, l'action peut être considérée comme relevant de l'intérêt général. Si une action ne concerne qu'un seul acteur, l'intérêt général n'est pas avéré. Dans ce cas, c'est au propriétaire de prendre en charge les travaux.

L'action pourra néanmoins être considérée d'intérêt général en cas de :

- présence d'un enjeu humain (plus d'un propriétaire concerné) ;
- présence d'un enjeu économique majeur
 - Impact sur l'activité d'une entreprise ayant un fort impact pour la vallée. L'action pourra être considérée comme étant d'intérêt général si elle permet de protéger l'existant, mais pas si elle a pour vocation à protéger une extension ;

- Impact sur les infrastructures de transport dans les secteurs dans les secteurs sans déviation possible ;
- impact bénéfique sur le plan écologique ou impact combiné écologique/réduction du risque d'inondation (restauration des milieux et des fonctions naturelles, effet sur les espèces...).

Ainsi, pour chaque cas, la décision d'intérêt général devra être prise après s'être posé les questions suivantes :

- Quels sont les enjeux protégés ?
- Y-a-t-il des conséquences plus larges que les enjeux protégés ?
- Quel est l'intérêt à agir ?
- Quels sont les effets de l'aménagement sur les écosystèmes ?
- Quels sont les bénéfices potentiels sur la protection contre les inondations ?
- A quelles fins l'ouvrage a-t-il été réalisé ?
- A-t-il une finalité liée à la gestion des milieux aquatiques ou à la protection contre les crues et les inondations ?

Toutefois, l'existence d'un intérêt général n'implique pas obligatoirement et immédiatement une intervention de l'autorité GEMAPI car cela dépend

- De la priorisation budgétaire ;
- De la reconnaissance de cet intérêt général par des procédures longues et complexes (DIG) qui nécessitent des enquêtes publiques et des arrêtés préfectoraux ;
- De l'accord des propriétaires privés ou publics concernés pour les interventions et l'accès aux sites à traiter.

Pour rappel de ce qui a été énoncé en préambule du présent règlement : **les propriétaires privés et les gestionnaires restent les premiers responsables de l'entretien courant et de la gestion de leurs ouvrages.**

Article 5 : LES INTERVENTIONS D'URGENCE

Le service GEMAPI doit commander et donc prendre en charge financièrement les interventions (en matière de transport solide et de boisements), **avant, ponctuellement pendant et après l'évènement sur des secteurs prioritaires** définis dans le cadre des plans de gestion ainsi qu'au titre **des systèmes d'endiguement** pour lesquels, les interventions pendant l'évènement sont réglementairement obligatoires. **Ces secteurs prioritaires, ainsi que les 3 systèmes d'endiguement, figurent sur les deux annexes du présent règlement.**

Ces interventions visent à **rétablir les conditions d'écoulement dans les meilleurs délais dans le lit habituel de la rivière** (retour à la situation antérieure ou profil d'équilibre).

Son rôle n'est toutefois pas d'empêcher la divagation des eaux quand les biens bâtis ne sont pas impactés et que les personnes ne sont pas en danger direct et immédiat.

Les besoins d'interventions d'urgence (sous 48 heures) ou en crise (sous 3 à 6h selon les conditions du futur marché) seront priorisés selon le risque encouru par des enjeux situés à proximité et concertés autant que possible dans des délais restreints. Ces secteurs sont en outre identifiés au regard des plans de gestion du transport solide et des boisements de berges élaborés par le SIAC.

Pour les systèmes d'endiguement reconnus ou en cours de régularisation, les interventions visent également à garantir leur solidité et leur efficacité pour le niveau de protection arrêté.

En cas de défaillance ou insuffisance des moyens mobilisés par le SIAC le Maire peut à tout moment se substituer au titre de ses pouvoirs de police générale en mobilisant d'autres moyens, après concertation avec le SIAC et les élus référents locaux sur les tâches à entreprendre et le coût prévisionnel, cette intervention alternative et/ou complémentaire étant à charge du SIAC.

Hors des secteurs prioritaires définis en annexes, les pouvoirs de police du Maire sont la voie normale pour déclencher, définir et payer les interventions pendant un évènement (la durée d'un évènement étant en général de 48 h, voire exceptionnellement 72 h), le SIAC se tenant en astreinte de conseil (cf article ci-après). Pendant l'évènement et en dehors des secteurs prioritaires identifiés et précisés en annexes du présent règlement, le Maire doit donc définir, commander et prendre en charge toute intervention pendant un évènement au titre de ses pouvoirs de police et en qualité de directeur des opérations de secours (DOS). D'une manière générale, et de façon complémentaire à l'intervention du SIAC sur le cours d'eau, le maire prescrit et s'assure de l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances, et notamment la sauvegarde préventive des biens et des personnes tel que détaillée dans le Plan Communal de Sauvegarde (voir article 6).

Attention : si déficience du propriétaire/gestionnaire, le pouvoir de police du Maire s'applique aux embâcles au droit des ouvrages (pont routier par exemple). Une exception concerne le pont des Canevières à Abondance puisque l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'endiguement du 28 juin 2024 (SE des Canevières), impose au gestionnaire une surveillance du pont pour sa vocation d'ouvrage contributif au système d'endiguement. Il s'agit de la surveillance et de l'opération curative concernant les embâcles et le maintien d'un engravement inférieur à 30% de l'engravement nominal qui sera calé par un repère de fond du lit.

Hors secteurs prioritaires définis, le SIAC prend en charge uniquement ce qu'il a commandé et uniquement après l'évènement (c'est-à-dire 48 h après le début de l'évènement). Ces travaux sont conditionnés par des demandes d'autorisations d'urgence auprès des services de l'Etat.

Le SIAC a l'ambition de conclure un ou plusieurs accords cadre à bons de commande pour contractualiser les interventions d'urgence avec une ou plusieurs entreprises, le cas échéant en lien avec les interventions courantes en matière de gestion sédimentaire et boisements de berges.

Article 6 : LA COORDINATION AVEC LES INTERVENTIONS DU MAIRE AU TITRE DE SES POUVOIRS DE POLICE

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment [...] *5° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que [...], les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, [...], de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ;*

En cas de danger grave ou imminent, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances. Il informe le représentant de l'Etat dans le département et lui fait connaître les mesures qu'il a prescrites.

Les services du SIAC se tiennent à disposition des Maires pour tout conseil en matière de lutte contre les inondations pendant un évènement (numéro d'astreinte du SIAC).

Partie II. La gouvernance et la mise en œuvre des in

Article 7 : LA GOUVERNANCE POLITIQUE

Deux élus membres du Bureau et un Vice-Président en charge notamment de la compétence GEMAPI sont plus particulièrement chargés de suivre et traiter les affaires relevant de ce domaine de compétence.

Un retour, au moins annuel, sera organisé auprès des élus des Communes et EPCI concernés par le transfert à la carte de la compétence GEMAPI (comité de rivières ou autre).

Les élus communaux, les élus intercommunaux concernés par le transfert à la carte, techniciens de ses structures seront régulièrement invités aux événements organisés par le service GEMAPI (inauguration de chantier, réception de chantier, matinée d'information sur le terrain, séance d'information etc...).

Le rapport d'activité du SIAC ainsi que la conférence des élus locaux du Chablais rendront compte annuellement de l'exécution de ses missions par le service GEMAPI.

Le Directeur Technique, ainsi que le Vice-Président en charge, sont les interlocuteurs privilégiés des élus communaux et intercommunaux délégués.

Le service sera joignable par un numéro d'appel portable en dehors des heures habituelles de travail et pendant des périodes définies par l'autorité territoriale (au moins les samedis et dimanches pendant les mois habituellement les plus pluvieux de l'année). Ces périodes d'astreinte sont consultables sur le site internet du SIAC.

L'extranet du SIAC comprend un espace documentaire spécifique GEMAPI à destination des élus délégués titulaires et suppléants au SIAC.

Article 8 : LE SERVICE GEMAPI

Le service technique GEMAPI est constitué

- D'un Directeur technique (grade Ingénieur Principal) ;
- D'un agent chargé des programmes et projets de gestion, de restauration et de valorisation des cours d'eau et zones humides (grade Ingénieur) ;
- D'un agent chargé des ouvrages de protection et des projets structurants (grade Ingénieur) ;
- D'un agent Technicien de Rivières.

Il bénéficie du soutien d'un agent chargé de actions de coordination du bassin versant (cf article 14 ci-après), notamment pour le tour de rôle en astreinte.

Un renfort administratif dédié principalement au suivi des actions de la compétence GEMAPI fait également partie des effectifs. Cet agent est chargé de la comptabilité du service, de l'appui administratif, de l'appui pour les questions foncières. Il concourt au traitement des demandes d'intervention, aux actions de communication ainsi qu'au suivi des demandes de subventions.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique de Mme la Présidente, du Vice-Président en charge de la compétence, et du Directeur Général des Services du SIAC.

Le service peut également compter sur l'appui technique des autres services ressources dont la chargée de communication pour les actions de communication du service. Il doit également travailler avec les autres services du SIAC sur tout sujet ou thématique transversales.

Ce service est basé dans les locaux du SIAC à THONON LES BAINS. Les modalités de contact du service, l'organigramme, les procédures et les moyens sont détaillés dans une fiche opérationnelle.

Article 9 : LA GESTION DES DEMANDES D'INTERVENTIONS COURANTES (signalement des désordres)

Pour les interventions habituelles (boisements de berges et transport sédimentaire notamment) et répondant à l'intérêt général :

- le service GEMAPI (SIAC) relève les interventions nécessaires (dans le cadre de la surveillance ou dans le cadre de la mise en œuvre de ses plans de gestion) ;
- le service GEMAPI reçoit toute demande d'intervention de la part des Communes, EPCI, riverains, autres..., (par un formulaire ou autre dispositif. A ce titre, le SIAC étudie la mise en place d'une gestion informatisée sous la forme de « demande d'intervention » à saisir sur une plate-forme et permettant le suivi en temps réel du traitement par les agents du service) ;
- le service GEMAPI traite (**analyse l'éligibilité au regard du présent règlement**, la faisabilité technique et foncière) et priorise toutes ces demandes au regard de l'enveloppe budgétaire allouée (votée) annuellement ;
- le service GEMAPI en rend compte régulièrement à ses EPCI concernés par le transfert (à chaque Bureau avec un tableau de bord).

Le SIAC prend en charge les dépenses d'entretien des ouvrages GEMAPI qu'il a construit ou qui lui ont été transférés en gestion.

Article 10 : LE PILOTAGE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT (clé travaux)

Eu égard à la spécificité de son financement (chaque EPCI adhérent prend en charge le coût net des travaux exécutés sur son territoire intercommunal), les modalités de suivi et de validation des actions sont les suivantes :

- Tenue à jour par le SIAC d'un Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), validé par l'EPCI adhérent sous une forme à déterminer par chaque EPCI ;
- Validation préalable annuelle des montants annuels inscrit au budget du SIAC par l'EPCI concerné, à partir des propositions du SIAC débattues ensuite par les représentants de chaque EPCI ;
- Mise à jour du PPI chaque année en fin d'exercice au vu des réalisations et engagements constatés, celui-ci étant débattu et possiblement complété ou ajusté par l'EPCI adhérent en fonction de ses capacités budgétaires et des priorités formulées.

Article 11 : LE PROCESSUS BUDGETAIRE ET LES ARBITRAGES BUDGETAIRES

Pour les travaux d'investissement, les arbitrages budgétaires sont évoqués ci-dessus. Il conviendra également de tenir compte de la « capacité à faire » eu égard à la lenteur et complexité des procédures ainsi qu'aux ressources humaines mobilisables par le SIAC.

Un fonds pour les travaux d'urgence pourra être constitué (et réajusté à minima annuellement).

Pour la partie fonctionnement et notamment les crédits budgétaires évoqués à l'article 9 ci-avant, le groupe de travail finances aura en charge l'examen du budget primitif du SIAC ainsi qu'au préalable l'examen du projet de rapport d'orientations budgétaires.

Les perspectives d'actions du service tant en fonctionnement qu'en investissement seront examinées et débattues plus particulièrement par les délégués titulaires ou suppléants des EPCI adhérents lors du débat d'orientations budgétaire avant le vote du budget primitif annuel.

Article 12 : LES CLES DE CONTRIBUTION ET LEUR GESTION

12.1 Les clés de contributions statutaires

La répartition des contributions des adhérents (recette en section de fonctionnement pour le SIAC) est établie

- au coût réel, net de subventions ou participations de tiers non membres du SIAC, pour les opérations de travaux en section d'investissement, y compris le service en capital et intérêt des emprunts contractés par le SIAC pour leur financement ;
- pour le surplus des besoins de financement, selon la clé suivante :
 - 25 % au prorata du nombre d'habitants selon la population totale INSEE en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée ;
 - 25 % selon le potentiel fiscal, dernier connu au 1^{er} janvier de l'année considérée ;
 - 50 % selon la surface du bassin versant des adhérents.

12.2 La comptabilité analytique mise en œuvre par le SIAC

L'Annexe n° 5 dite INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 TOME V qui fixe les règles particulières applicables aux établissements publics communaux et de coopération intercommunale stipule les dispositions suivantes pour les syndicats à la carte :

« 4.1.2. Cas particulier des syndicats à la carte

Les syndicats à la carte de l'article L.5212-16 du code général des collectivités territoriales sont soumis aux mêmes règles de présentation budgétaire que les autres E.P.C.I. Toutefois, leur présentation budgétaire est complétée par un tableau récapitulatif croisant les comptes par nature et les compétences transférées par les communes adhérentes (article R.5212-1-1 du CGCT). Cet état permet de distinguer les dépenses d'administration générale des dépenses afférentes à chacune des compétences du syndicat et de calculer les contributions de chaque commune adhérente au regard des compétences qu'elle a effectivement transférées. »

Le SIAC tient donc une comptabilité analytique permettant de distinguer les recettes et les dépenses relevant des compétences générales du SIAC, de la compétence de coordination du bassin versant (dite « item 12 »), de la compétence GEMAPI à la carte, des actions relevant de la délégation de compétence GEMAPI par THONON AGGLOMERATION pour le secteur Basse Dranse, d'autres prestations de service faisant l'objet d'un dispositif contractuel.

La reprise des excédents antérieurs et l'affectation du résultat sont ventilées entre les différentes compétences, ceci pour garantir l'affectation des contributions des EPCI au regard des compétences transférées notamment celles relevant du transfert à la carte.

Les règles d'affectation des dépenses et recettes sont fixées à l'article 3.6 du règlement budgétaire et financier du SIAC (approuvé par délibération du comité syndical).

12.3 Le tableau de bord d'exécution des missions et d'exécution du budget

Les services du SIAC tiennent un tableau de bord des actions relevant de la compétence GEMAPI avec des indicateurs

- Financiers : consommation des crédits budgétaires, encaissement des recettes, suivi des engagements et des subventions, consommation du fonds d'urgence ;
- Organisationnels : moyens humains et matériels disponibles, avancement des consultations sous forme de marchés publics ;

- Pour le fonctionnement : avancement du traitement des demandes des programmes d'entretien et plans de gestion, taux d'exécution des accords cadre à bons de commande ;
- Pour les projets d'investissement : avancement des projets (étapes franchies et étapes à franchir, objectifs à atteindre), relations avec les maîtres d'œuvre extérieurs.

Ce tableau de bord est examiné lors de chaque séance du Bureau Syndical notamment par le Vice-Président en charge et les délégués des EPCI adhérents. Un exposé sera fait en Comité Syndical en tant que de besoins.

Article 13 : **LES PROSPECTIVES ET L'EVALUATION DES ACTIONS**

Le SIAC tient à jour une prospective financière du service tant en investissement qu'en fonctionnement, ceci pour permettre aux EPCI adhérents de fixer un niveau de taxe GEMAPI « lissé » en rapport avec les besoins et les choix prioritaires à opérer.

Au-delà du tableau de bord d'exécution des actions exposé à l'article précédent, le SIAC pourra engager toute action spécifique visant à évaluer son action. Les bilans effectués, finaux ou intermédiaires, dans le cadre des contractualisations souscrites (contrat de rivières ou de milieux par exemple) sont également un moyen d'évaluer les actions menées par le SIAC sur le bassin versant.

Partie 4 : les autres items de l'article L.211-7 du Code Environnement

Article 14 : LES ACTIONS RELEVANT DE L'ITEM 12

Cette compétence est fortement liée à la compétence GEMAPI bien que n'en faisant pas partie au sens strict.

L'article L.211-7 du Code de l'Environnement indique :

12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Cette compétence a été transférée au SIAC pour le portage du 1^{er} contrat de rivières. Ce n'est pas une compétence à la carte puisque les 3 EPCI membres l'ont transférée au SIAC.

Toutefois, elle bénéficie d'une clé de contribution spécifique car elle n'est exercée par le SIAC que sur le bassin versant des Dranses et Est lémanique et non pas sur l'ensemble du Chablais à l'instar des autres compétences générales du SIAC (compétence SCoT et GEOPARC par exemples).

La répartition des contributions des membres est établie selon la clé suivante :

- 25 % au prorata du nombre d'habitants selon la population totale INSEE en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée ;
- 25 % selon le potentiel fiscal, dernier connu au 1^{er} janvier de l'année considérée ;
- 50 % selon la surface du bassin versant des membres.

Pour THONON AGGLOMERATION, ces données ne prennent en compte que les Communes de THONON LES BAINS, ARMOY et LE LYAUD.

Un agent (grade Ingénieur) est spécifiquement chargé de ces actions de coordination à l'échelle du bassin versant. Cet agent exerce ses missions sous la responsabilité technique du Directeur technique GEMAPI qui y contribue également.

Les tâches de l'agent en charge sont principalement les suivantes (en synthèse) :

- Concertation des instances et des partenaires à l'échelle du bassin versant ;
- Piloter les politiques contractuelles du bassin versant et s'assurer de la cohérence des documents stratégiques et des plans de gestion ;
- Elaborer et tenir l'observatoire des fonctionnalités des milieux aquatiques du bassin versant ;
- Concilier les usages et les interventions au niveau du bassin versant ;
- Valoriser le bassin versant.

Article 15 : LES ACTIONS RELEVANT DES ITEMS 6, 7 et 11

Les actions suivantes ne relèvent pas de la GEMAPI au sens strict mais sont connexes.

Elles peuvent être transférées à la carte au SIAC en fonction des besoins qui pourraient être identifiées.

Au préalable, il faut qu'elles figurent dans les statuts de l'EPCI adhérent.

Ces items sont :

- **Item 6 : la lutte contre la pollution.** Par exemple : la gestion des effluents d'élevage, plan de réduction de apports polluants, plan d'adaptation des pratiques phyto-sanitaires,
- **Item 7 : La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines.** Par exemple : plan de gestion de la ressource en eau (PGRE), suivi d'étiage, suivi des cumuls de prélèvements.
- **Item 11 : La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques.** Par exemple : observatoire de la qualité des eaux, dispositifs de mesure des débits.

Le premier contrat de rivières prévoit des actions en rapport avec ces comités de bassin.

Un potentiel transfert à la carte de certaines actions relevant de ces items est à ce jour à l'étude par les EPCI et le SIAC.

L'intérêt de ce transfert à la carte au SIAC est :

- développer des actions à l'échelle du bassin versant pour bénéficier d'un effet d'échelle ainsi que d'une cohérence renforcée dans la mise en œuvre ;
 - bénéficier de financement dans le cadre de futurs contrats de milieux (subventions) ;
 - faire prendre en charge l'exécution technique de ces actions par les ressources humaines du SIAC et bénéficier d'un effet de mutualisation et de valorisation d'expertise.
-

Annexes :

- Liste des secteurs prioritaires concernés par l'intervention d'urgence du SIAC pendant un évènement (cf article 5 du présent règlement).
 - Liste des systèmes d'endiguement concernés par l'intervention d'urgence du SIAC pendant un évènement (cf article 5 du présent règlement).
-

Le présent règlement est approuvé par délibération du Comité Syndical du SIAC en date du

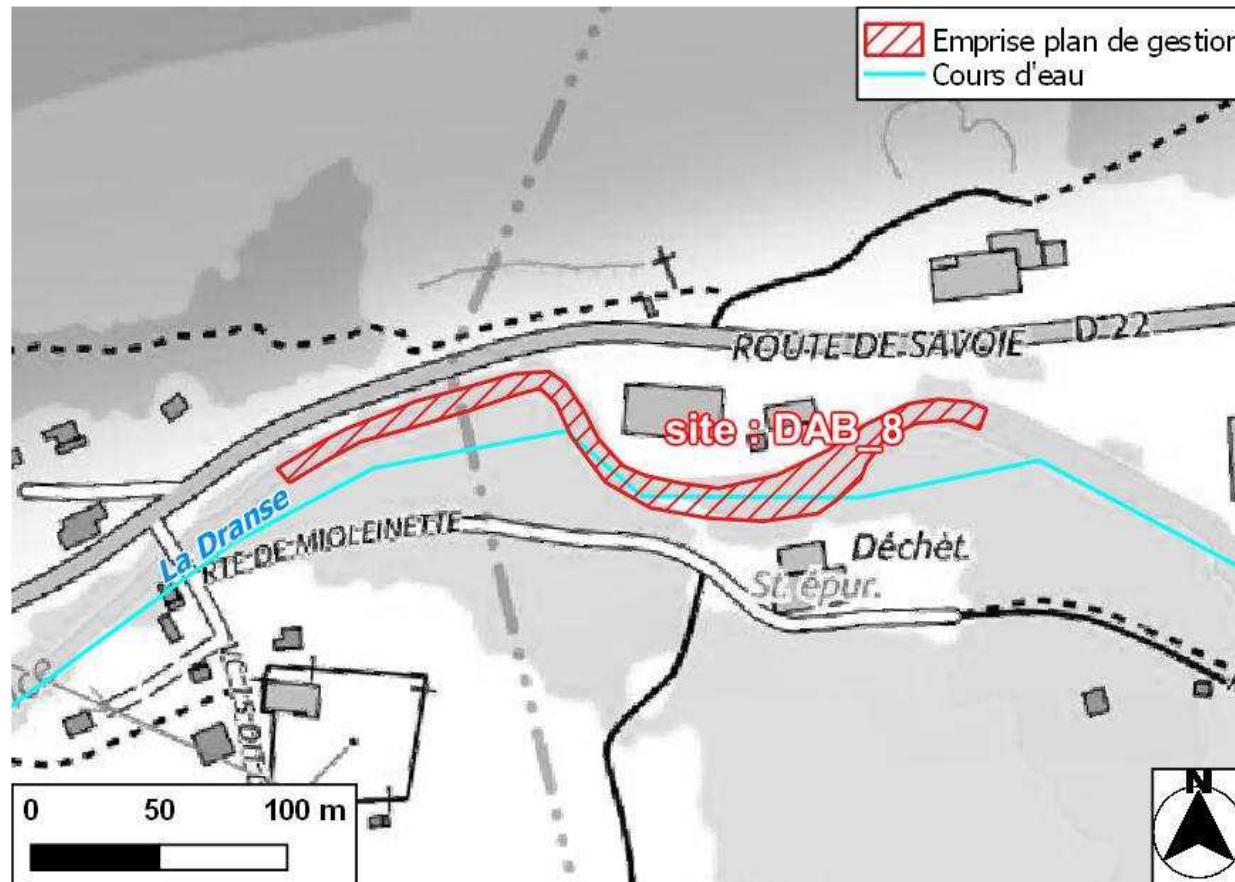
Surveillance en cas de crue

Sites prioritaires

Site DAB_8 (DRANSE D'ABONDANCE)

Miolène (La Chapelle d'Abondance / Abondance)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE



Les ouvrages (Ponts, passerelles, seuils...) sont gérés par les propriétaires de ceux-ci. Ils sont exclus des interventions du SIAC lors des crues.

Sites DAB_11 / MLV_2 (DRANSE D'ABONDANCE)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE

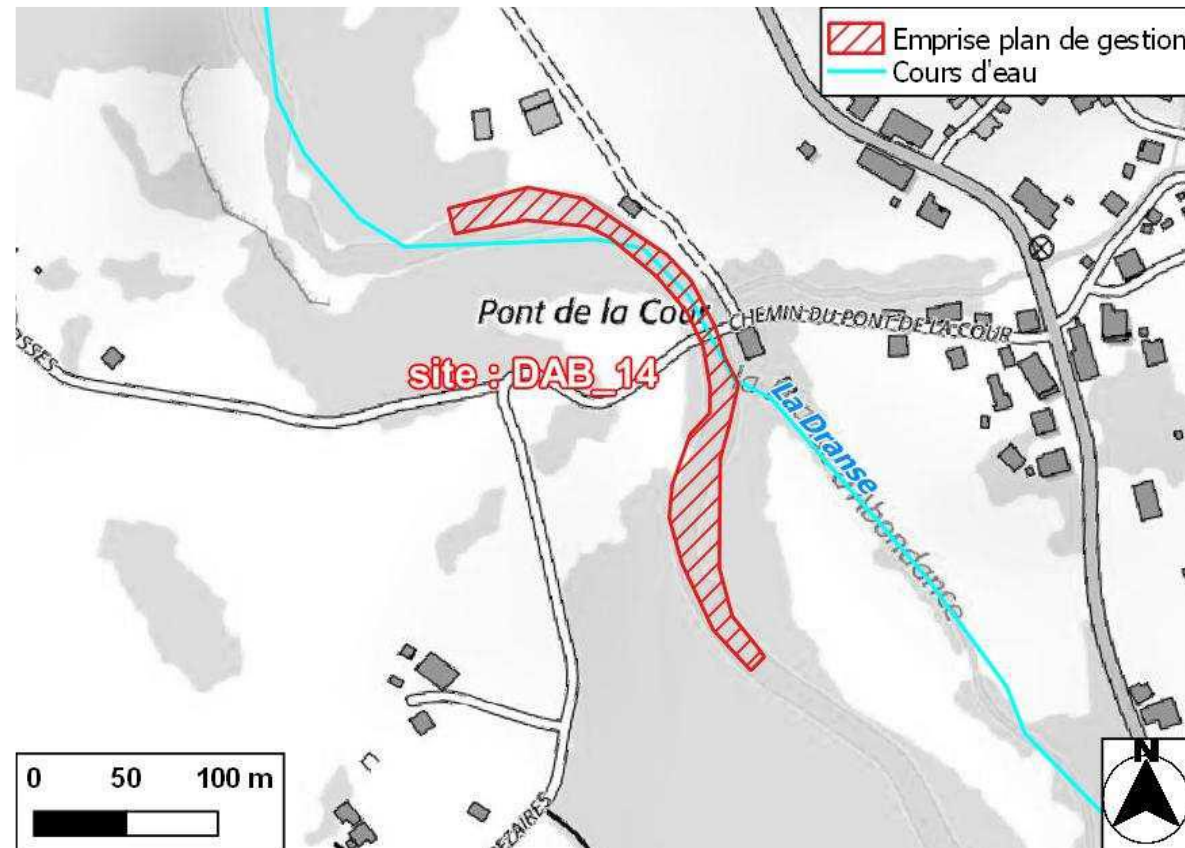
Traversée d'Abondance du pont des Canevières au pont aval d'Abondance et aval du Malève (Abondance)



Site DAB_14 (DRANSE D'ABONDANCE)

Amont et aval du Pont de la Cour (Vacheresse)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE

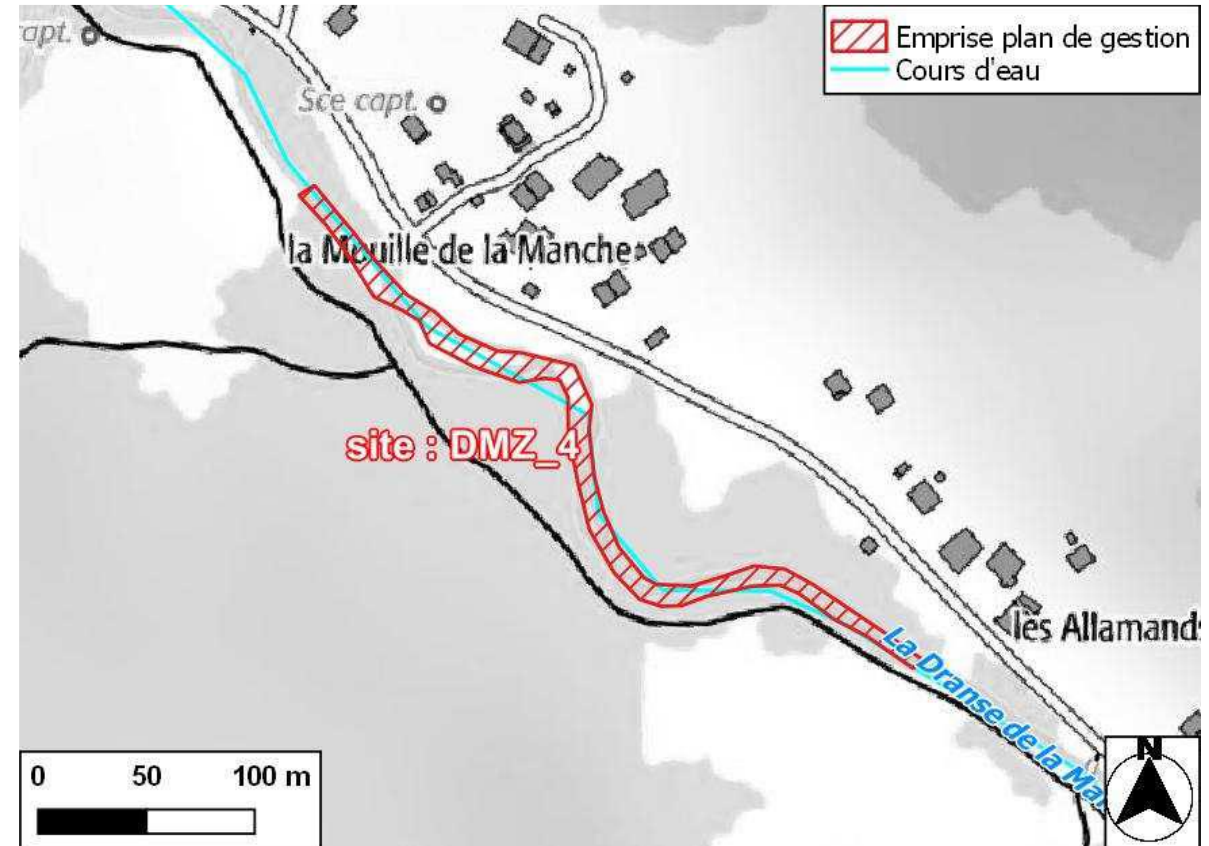
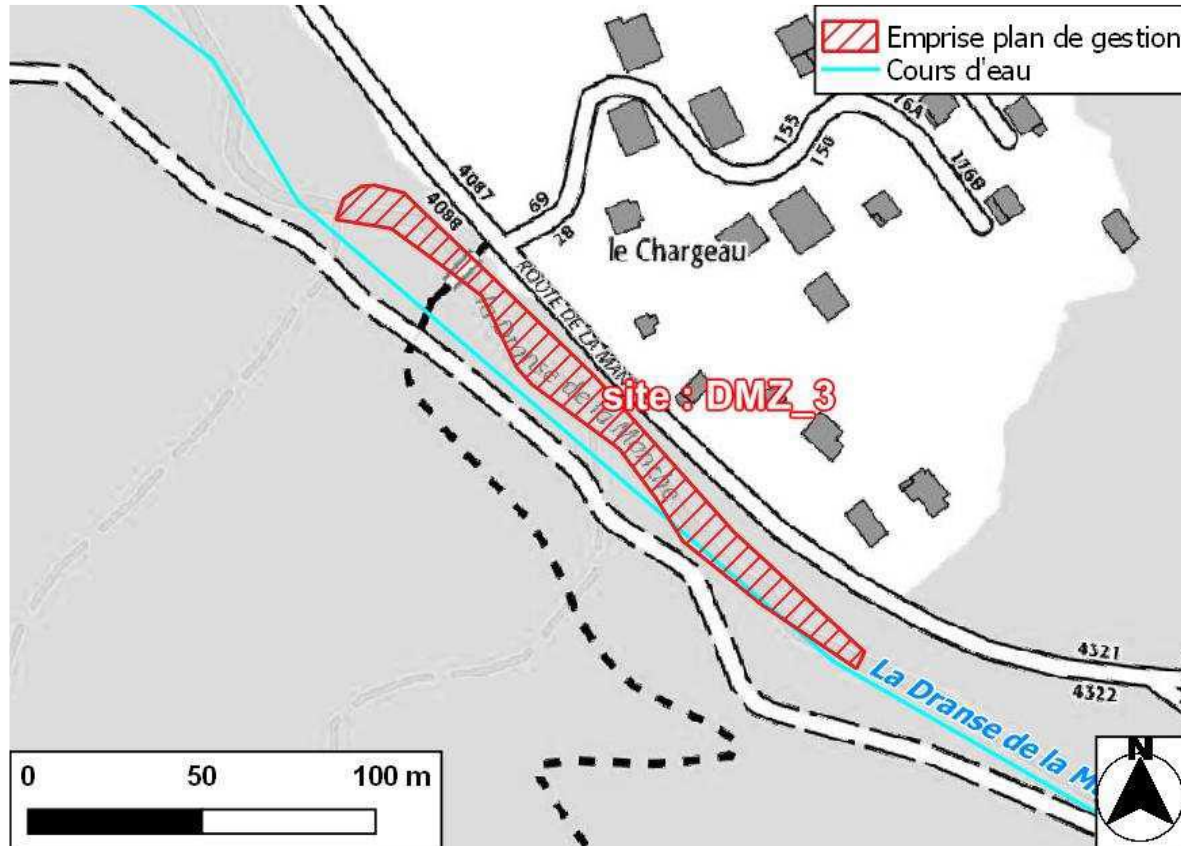


Les ouvrages (Ponts, passerelles, seuils...) sont gérés par les propriétaires de ceux-ci. Ils sont exclus des interventions du SIAC lors des crues.

Sites DMZ_3 / DMZ_4 (DRANSE DE MORZINE)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE

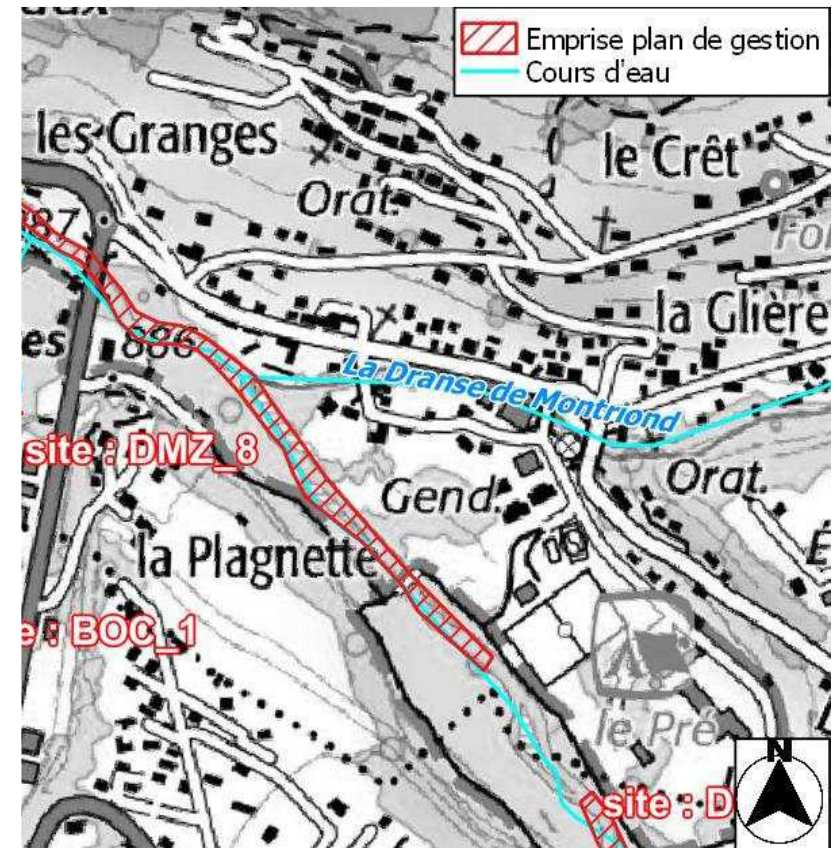
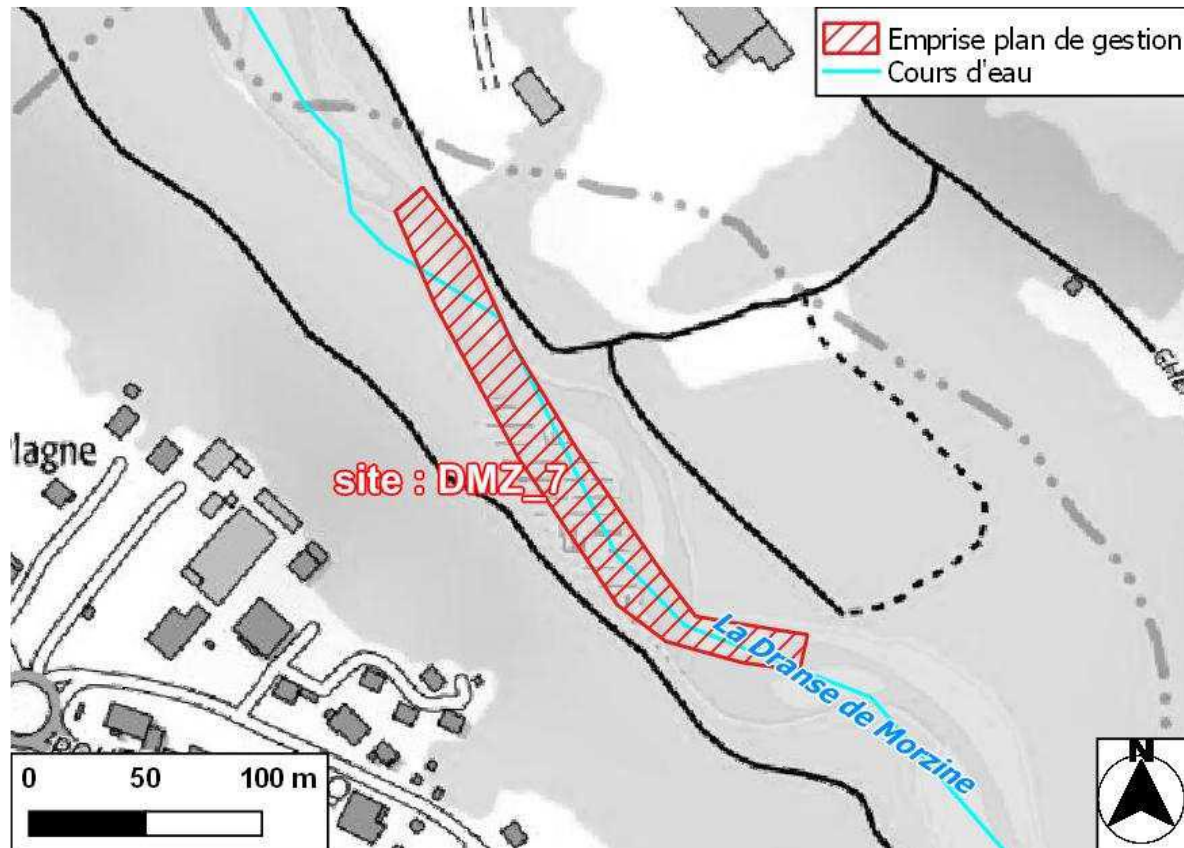
Le Chargeau - La Mouille de la Manche – les Allamands (Morzine)



Sites DMZ_7 / DMZ_8 (DRANSE DE MORZINE)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE

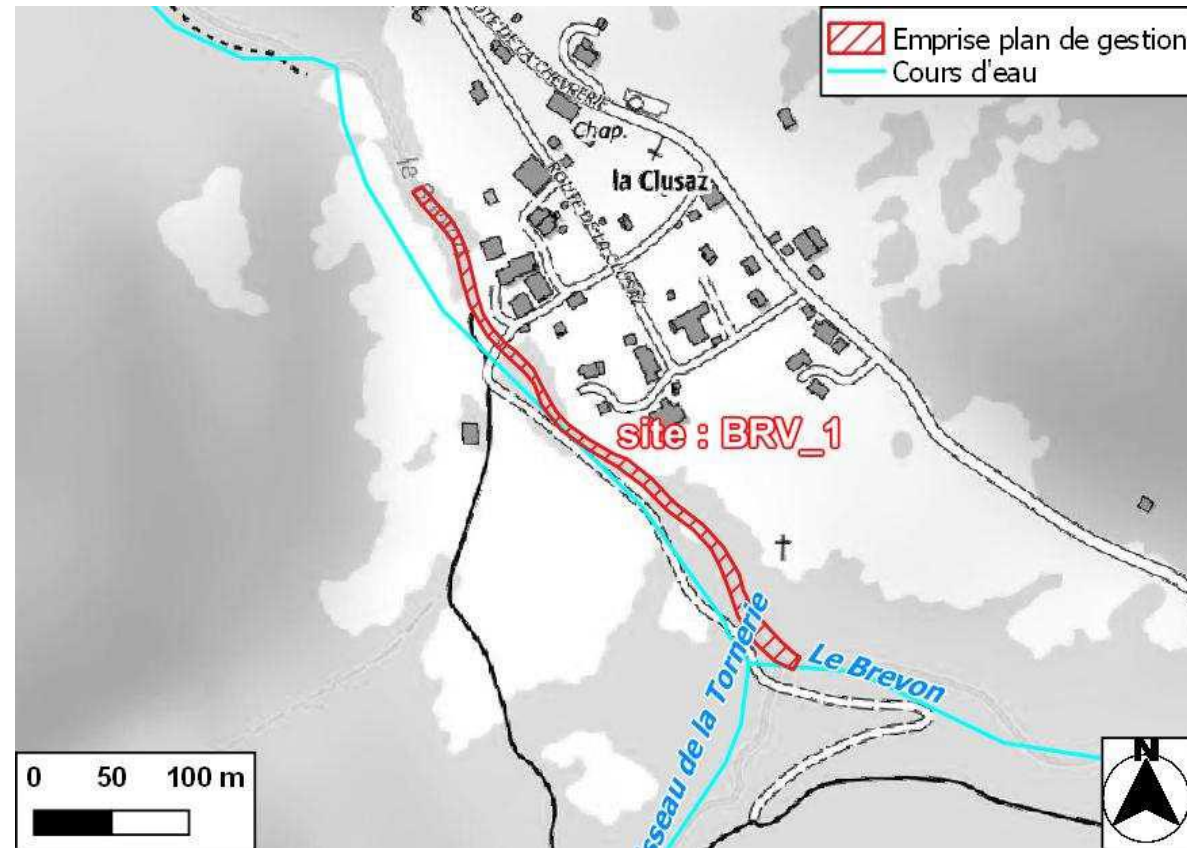
Pied de la Plagne / le Pré / confluence Dranse de Montriond La Plagnette (Morzine et Montriond)



Site BRV_1 (BREVON)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE

Confluence Rau Tornerie/ Brevon - traversée de la Clusaz (Bellevaux)

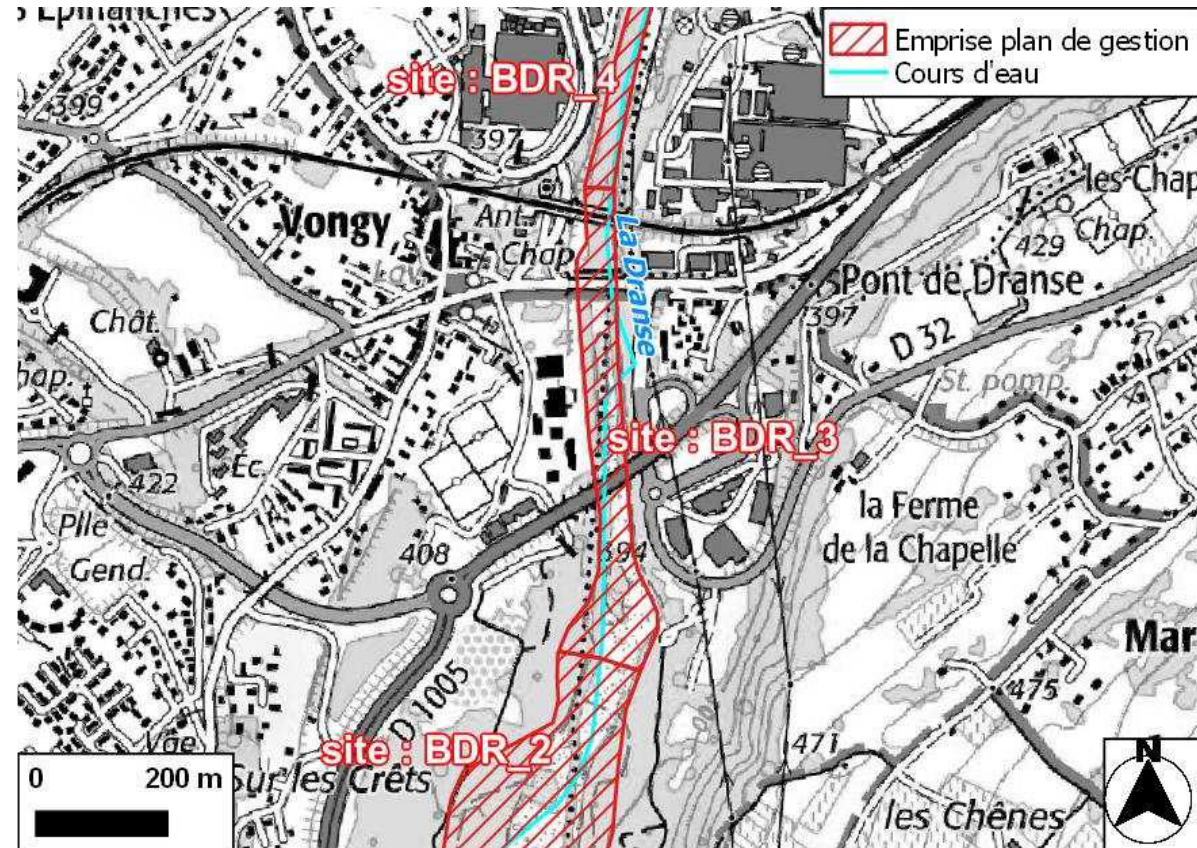


Les ouvrages (Ponts, passerelles, seuils...) sont gérés par les propriétaires de ceux-ci. Ils sont exclus des interventions du SIAC lors des crues.

Site BDR_3 (Dranse)

ZA du Larry – Pont de Dranse (Marin, Publier)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024
Reçu en préfecture le 17/10/2024
Publié le
ID : 074-257402560-20241010-D28_OCT24-DE



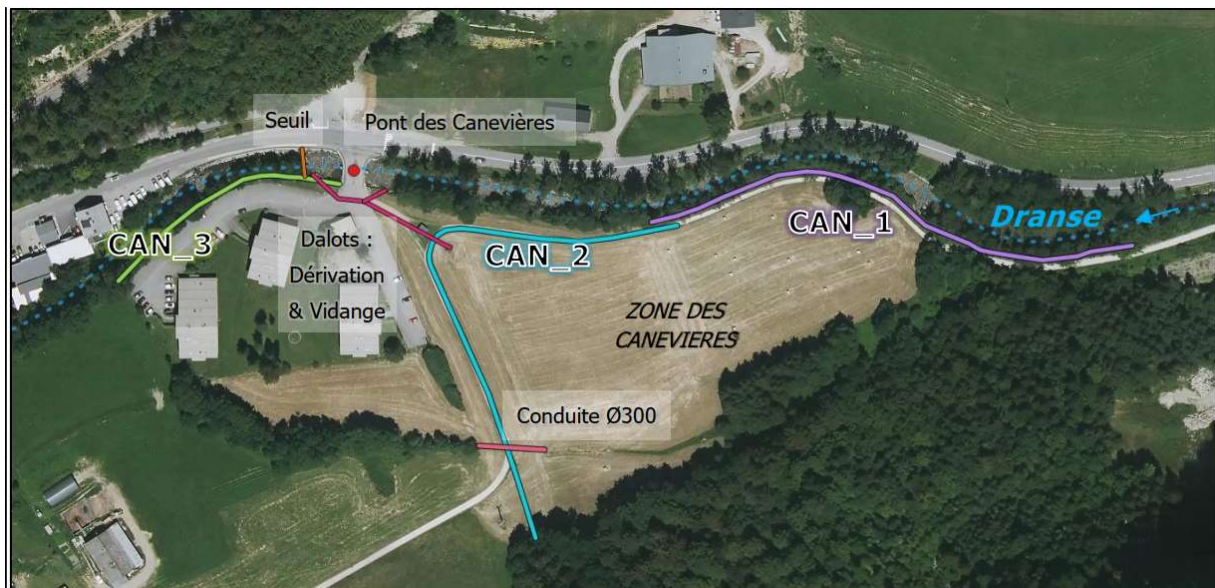
Les ouvrages (Ponts, passerelles, seuils...) sont gérés par les propriétaires de ceux-ci. Ils sont exclus des interventions du SIAC lors des crues.

Liste des systèmes d'endiguement

Système d'endiguement des Canevières

Commune : Abondance

Cours d'eau : Dranse d'Abondance



Ouvrages composant le système d'endiguement des Canevières

Système d'endiguement de Froggy

Commune : Abondance

Cours d'eau : Ruisseau de Froggy

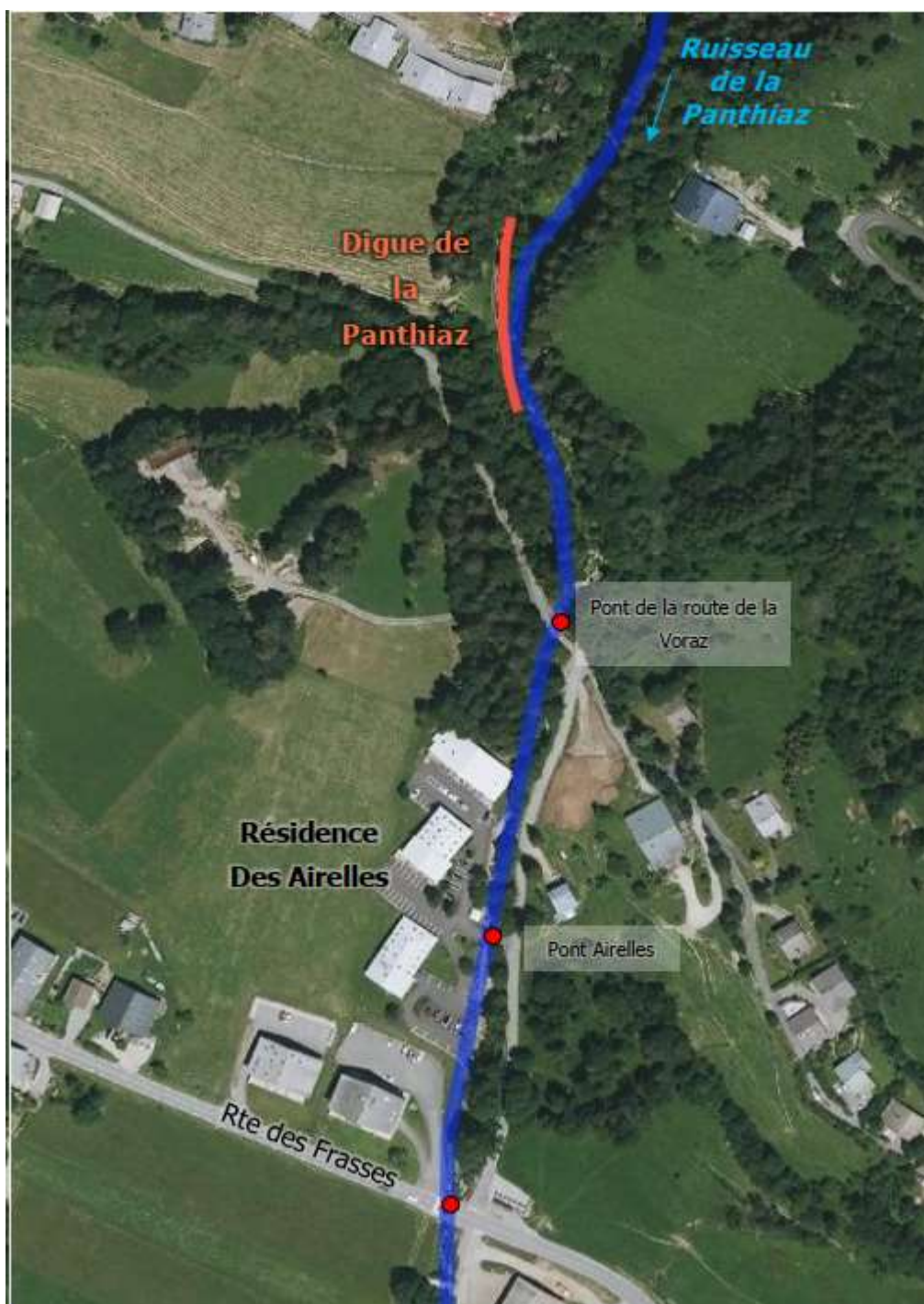


Ouvrage composant le système d'endiguement de Froggy

Système d'endiguement de la Panthiaz

Commune : La Chapelle d'Abondance

Cours d'eau : Ruisseau de la Panthiaz



Ouvrage composant le système d'endiguement de la Panthiaz